

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 11 FÉVRIER 1926.

Proposition de loi complétant les lois organiques de l'enseignement moyen en vue de la création d'un enseignement moyen du degré supérieur pour jeunes filles.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

La présente proposition a pour premier objet de reconnaître légalement le principe de la création par l'État d'athénées de jeunes filles. Elle ne précise ni la date d'ouverture ni le nombre de ces établissements, ces modalités d'application étant liées à la situation générale du Budget.

La création d'athénées de jeunes filles se défend à la fois par des raisons de justice et d'utilité. Il est équitable que l'État fournisse aux jeunes filles comme aux jeunes gens le moyen de faire de bonnes études secondaires; c'est même pour lui une obligation impérieuse à une époque où les circonstances économiques sont telles qu'un nombre de femmes de plus en plus grand, dans toutes les classes de la société, se voient obligées de gagner leur vie. De plus l'État est lui-même intéressé au développement intellectuel des femmes puisque celles-ci ont pris, depuis la guerre, en plus de leur rôle traditionnel dans la famille, une place de plus en plus grande dans la vie sociale, économique et politique du pays.

Au surplus, la création d'athénées de jeunes filles par l'État ne fera qu'achever une évolution qui en est la justification même. Le succès des athénées et lycées pour jeunes filles créés par les communes est un sûr garant pour l'État qu'il ne fera pas œuvre hâtive et superflue.

En 1881 déjà, l'État créait les écoles moyennes de filles et donnait une consécration à la tentative faite par la ville de Bruxelles qui dès 1864 et 1876 avait ouvert (d'après les plans de M^{me} Gatti de Camond) les deux écoles moyennes de la rue du Marais et de la rue de la Paille. Défendant alors ce projet, le rapporteur, M. Olin, exprimait le principe nouveau que « l'État a à s'occuper de l'éducation des femmes à tous les degrés. » C'est au nom du même principe qu'il convient de réclamer aujourd'hui la création d'athénées de jeunes filles.

Les écoles moyennes de filles créées par la loi de 1881, quoique marquant pour l'époque un progrès considérable, sont devenues insuffisantes. Déjà en 1894, la ville de Bruxelles devait créer une section universitaire destinée aux jeunes filles se préparant à l'Université. Répondant au même but, on voyait bientôt s'ouvrir, grâce à des initiatives privées; à Gand, un institut qui prenait forme d'athénée en 1911; à Morlanwelz, le lycée Warocqué; et à Anvers, le collège Marie-José, à la création duquel le nom de Lejeune est indissolublement associé.

Pendant la guerre, les communes de Schaerbeek et de Saint-Gilles ouvraient un lycée en 1917 et 1918. Après la guerre, cet exemple est suivi successivement par les communes de Mons, de Bruxelles, d'Anvers et d'Ixelles; un lycée provincial est en formation à Liège.

Que fit l'État pour se mettre à la hauteur des nécessités nouvelles? Des mesures s'imposaient car, non seulement l'État ne possédait aucun athénée de jeunes filles mais ses écoles moyennes de filles étaient deux fois moins nombreuses que celles de garçons; de plus leur programme était nettement inférieur à celui de ces dernières. A cet égard, satisfaction a été donnée, puisque le programme des écoles moyennes de filles vient d'être révisé et est devenu dans l'ensemble sensiblement identique à celui des garçons; mais il n'en a pas été de même pour ce qui concerne la création d'athénées. Afin d'éviter celle-ci, l'État a autorisé les jeunes filles qui en feront la demande, à suivre les cours des athénées de garçons. L'État entrait ainsi dans la voie de l'enseignement mixte, non par principe, mais afin d'éviter des dépenses nouvelles. Que faut-il penser de cette solution? Qu'elle ne peut être que provisoire.

L'enseignement mixte existe sur une assez grande échelle en Hollande, Suisse, Norvège, Danemark, Canada et États-Unis, il existe sur une échelle moindre en Angleterre, en Espagne, en Italie et en France. La question a été étudiée au Congrès international de l'Enseignement secondaire de 1922, et le débat s'est terminé par le vœu « que l'enseignement des jeunes filles soit autant que possible confié à un personnel féminin; que néanmoins dans toute ville qui posséderait un établissement secondaire de garçons, mais pas d'enseignement secondaire de jeunes filles, la co-instruction soit autorisée ». C'est là semble-t-il la meilleure solution : enseignement mixte dans les très petites villes où il est matériellement impossible d'entretenir à la fois deux établissements; mais, dans les villes plus importantes, enseignement distinct pour filles et garçons. En effet, dans les athénées ou lycées spécialement créés pour jeunes filles et dirigés par des femmes, il y a moyen de concilier l'instruction solide nécessaire pour arriver à l'exercice d'une profession et l'éducation spéciale de la femme. Il est indispensable de ne pas perdre de vue ce double objectif, car si une partie des lycéennes, par goût ou par nécessité, exerceront plus tard une profession, elles se marieront dans leur grande majorité et auront par suite un ménage à diriger et des enfants à élever. Ce sont ces considérations qui nous font apparaître nécessaire la reconnaissance légale du principe de la création d'athénées de jeunes filles.

Il y a lieu dès lors d'établir l'identité entre les athénées de garçons et de filles tant au point de vue du programme que du recrutement du corps professoral. S'il est nécessaire, pour les raisons ci-dessus, que le personnel des athénées de jeunes filles soit féminin, et que des cours tels que travaux manuels, puériculture, croix-rouge y soient organisés, — il importe, néanmoins, que pour toutes les branches essentielles le programme soit identique à celui des athénées de garçons. A ce point de vue l'expérience de la France et de l'Allemagne est concluante; dans ces deux pays, après avoir d'abord créé les lycées de jeunes filles sur un type différent de celui des lycées de garçons, on s'est vu obligé progressivement de les transformer pour en arriver aujourd'hui à l'identification presque complète des programmes.

Sans doute, il semble difficile, étant donné l'état des finances publiques, de créer immédiatement plusieurs athénées de jeunes filles. Mais il est possible, par contre, moyennant de très minimes dépenses, de commencer la transformation

progressive d'un certain nombre d'écoles moyennes de filles en athénées. En effet, cette transformation a déjà été amorcée par la récente réforme du programme des écoles moyennes de filles, qui est devenu pour les matières essentielles l'équivalent de celui des trois premières années de la section gréco-latine des athénées. Complétant cette réforme, M. le Ministre des Sciences et des Arts, par un arrêté du 20 septembre 1925, vient de décider la création de cours de latin et de grec dans les écoles moyennes de filles des villes qui ne possèdent pas d'athénées de garçons, à condition que dix chefs de famille en fassent la demande. Déjà des cours de latin ont été créés dans les écoles moyennes de filles d'Ostende, de Verviers, de Seraing, de Jumet. Cette mesure se généralisant, les trois années de l'école moyenne deviendront ainsi l'équivalent des sixième, cinquième et quatrième années de la section gréco-latine des athénées. Dès lors, il suffirait de transformer en classe de troisième et deuxième gréco-latines, les deux années de cours supérieur qui sont déjà annexées à plusieurs écoles moyennes et de les compléter ensuite par la création de la classe de rhétorique. Au fur et à mesure que des vacances se produiraient dans le personnel, les professeurs nouvellement nommés devraient être porteurs non plus du diplôme de régente, mais de celui de docteur en philosophie et lettres, en sciences ou en sciences physiques et mathématiques. La transformation se ferait progressivement en l'espace de six ans, à dater du 1^{er} octobre 1927 et devrait porter au moins sur dix écoles moyennes.

Enfin, le droit que nous conférons aux communes et aux provinces est déjà reconnu en fait.

Mais l'autorisation législative apparaît indispensable afin de placer les athénées ou lycées de filles, sous le rapport des subsides, sur le même pied que les écoles pour garçons; cette disposition est d'ailleurs la conséquence logique de l'organisation légale d'un enseignement moyen supérieur pour filles.

Je tiens à signaler ici la collaboration intelligente et opportune de M^{lle} Suzanne Tassier, docteur en philosophie et lettres, dans la conception et la rédaction de la présente proposition de loi.

ALBERT DEVÈZE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 11 FEBRUARI 1926.

Wetsvoorstel houdende aanvulling van de wetten tot regeling van het Middelbaar Onderwijs met het oog op het tot stand brengen van een Middelbaar Onderwijs van den hooger en graad voor meisjes.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het hoofddoel van dit wetsvoorstel is het beginsel van de oprichting, door den Staat, van atheneums voor meisjes wettelijk te doen erkennen. De datum van de opening, en het getal van die instellingen, laat het in 't midden, daar deze toepassingsmodaliteiten afhangen van den algemeenen toestand van de Begroeting.

Voor deze instellingen kunnen tegelijkertijd beweeggronden van rechtvaardigheid en van nut worden aangevoerd. Het is billijk dat de Staat zoowel aan de meisjes als aan de jongens de gelegenheid schenke degelijke middelbare studiën te doen, het is zelfs een dringende plicht in een tijd dat de economische toestanden van zulken aard zijn dat een steeds grooter getal vrouwen, in al de rangen van de samenleving, zich gedwongen zien voor hun levensonderhoud te zorgen. De intellectuele ontwikkeling van de vrouwen is bovendien van belang voor den Staat zelf, vermits zij sedert den oorlog, buiten hun traditioneele rol in het gezin, steeds een grooter wordende plaats innemen in het maatschappelijk, economisch en politiek leven van het land.

De oprichting van meisjesatheneums, door den Staat, zal overigens slechts de voltooiing zijn van eene evolutie die deze oprichting verklaart. De bijval van de atheneums en lyceums voor meisjes, door de gemeenten opgericht, is voor den Staat een zekere waarborg dat hij geen overhaastig of overtollig werk zal tot stand brengen. Reeds in 1861 richtte de Staat middelbare scholen op voor meisjes, en gaf aldus zijne goedkeuring aan de pogingen gedaan door de stad Brussel, die reeds, in 1864 en in 1876, volgens de plannen van Mej. Gatti de Gamond, de twee middelbare scholen van de Broekstraat en van de Stroostraat had geopend. In zijne verdediging van het ontwerp, stelde de heer Olin, verslaggever, het nieuwe beginsel voorop « dat de Staat zich moest bezig houden met de opvoeding der vrouwen in alle graden ». Steunend op hetzelfde beginsel, moeten wij thans de oprichting vragen van meisjesatheneums.

De middelbare meisjesscholen, opgericht krachtens de wet van 1884, al waren ze voor dien tijd een buitengewone vooruitgang, zijn ontoereikend

geworden. Reeds in 1894 zag de stad Brussel zich gedwongen eene universiteitsafdeeling te stichten voor de meisjes die zich voorbereiden voor de universiteit. Met hetzelfde doel werd kort daarna te Gent, door privaat initiatief, een instituut geopend dat in 1911 den vorm van atheneum aannam, te Morlanwelz het lyceum Warocqué, te Antwerpen het college Marie-José, aan welks oprichting de naam van den heer Lejeune vast verbonden is. Onder den oorlog, in 1917 en in 1918, hebben de gemeenten Schaarbeek en Sint-Gillis een lyceum geopend. Na den oorlog werd dit voorbeeld gevolgd achtereenvolgens door de gemeenten Bergen, Brussel, Antwerpen en Elsene; te Luik is men bezig met een provinciaal lyceum.

Wat deed de Staat om zich op de hoogte te houden van de nieuwe noodwendigheden? Maatregelen waren dringend noodig, want niet alleen bezat de Staat geen enkel meisjesatheneum, maar zijne middelbare meisjesscholen waren tweemaal minder talrijk dan die van de jongens; daarenboven, stond hun programma volstrekt beneden dit van de jongensscholen. Onder dit opzicht werd er voldoening geschonken, vermits het programma van de middelbare meisjesscholen zoo pas werd herzien en over het geheel merkelyk hetzelfde geworden is als dit van de jongens; maar hetzelfde gebeurde niet wat betreft de oprichting van atheneums. Om dit te ontgaan, heeft de Staat aan de meisjes, die het zullen aanvragen, toegelaten de lessen te volgen in de jongensatheneums. Zoo ging de Staat den weg op van het gemengd onderwijs, niet uit beginsel, maar om nieuwe uitgaven te vermijden. Wat moet men denken van die oplossing? Dat zij slechts voorloopig kan zijn.

Het gemengd onderwijs bestaat op tamelyk breede schaal in Holland, Zweden, Noorwegen, Denemarken, Canada en de Vereenigde Staten; het bestaat in mindere mate in Engeland, Spanje, Italië en Frankrijk. Het vraagstuk werd onderzocht op het Internationaal Congres voor Middelbaar Onderwijs in 1922, en de bespreking werd gesloten met den wensch « dat het onderwijs voor de meisjes zoo veel mogelijk zou worden toevertrouwd aan vrouwelyk personeel; dat evenwel in al de steden, waar eene middelbare school voor jongens bestaat en niet voor meisjes, het samen-onderwijs zou worden toegelaten ». Dit is ons dunks de beste oplossing : gemengd onderwijs in de zeer kleine steden waar het stoffelyk onmogelyk is tegelykertyd twee onderwijsinrichtingen te onderhouden; maar in de grootere steden, afzonderlyk onderwijs voor de meisjes en voor de jongens. Inderdaad, in de atheneums of lyceums, bijzonder opgericht voor meisjes, kan men een degelyk onderwijs, noodig om te komen tot het uitoefenen van een ambt, overeen brengen met de bijzondere opvoeding van de vrouw. Dit tweevoudig doel mag men beslist niet uit het oog verliezen. Want zoo al een gedeelte der lyceumleerlingen zin hebben of gedwongen zijn later een ambt uit te oefenen, zij treden toch voor het meerendeel in het huwelyk en zullen dus een huishouden te besturen en kinderen op te voeden hebben. Om deze beweegredenen schijnt het ons noodzakelyk het beginsel van de oprichting van meisjesatheneums wettelyk te erkennen.

Maar dan is het ook noodig dat er gelykheid kome tusschen de jongens- en de meisjesatheneums, zoowel wat betreft het programma als wat aangaat de aanwerving van het onderwijspersoneel. Zoo het noodig is, om de hooger genoemde redenen, dat het personeel van de meisjesatheneums een vrouwelyk personeel weze, en dat er lessen gegeven worden als handwerk, kinderopvoeding, rood-kruis, is het anderzijds toch noodzakelyk dat voor al de andere hoofdvakken het programma hetzelfde weze als dit van de jongensatheneums. In dit

opzicht is de ervaring opgedaan in Frankrijk en Duitschland doorslaand; nadat men in deze twee landen eerst lyceums voor meisjes had opgericht van een ander model dan dit van de lyceums voor de jongens, heeft men zich geleidelijk genoodzaakt gezien ze te hervormen, en is men thans gekomen tot bijna eene volledige gelijkstelling van de programmas.

Met het oog op den toestand van onze financiën, schijnt het moeilijk binnen korten tijd vele meisjesatheneums op te richten. Maar het is daarentegen wel mogelijk, mits zeer geringe uitgaven, de trapsgewijze hervorming aan te vatten van een zeker getal middelbare meisjesscholen tot atheneums. Daarmede werd inderdaad reeds een aanvang gemaakt door de pas doorgevoerde hervorming van het programma der middelbare meisjesscholen, dat voor de hoofdvakken hetzelfde geworden is als dit van de eerste drie jaren der Grieksch-Latijnsche afdeeling der atheneums. Om deze hervorming verder door te drijven, heeft de heer Minister van Kunsten en Wetenschappen, door een besluit van 20 September 1925, beslist dat er cursussen van Latijn en Grieksch zouden ingericht worden in de middelbare meisjesscholen in die steden waar geen atheneum voor jongens bestaat, op voorwaarde dat het door tien gezinshoofden wordt aangevraagd. Latijnsche lessen werden reeds ingevoerd in de middelbare meisjesscholen van Oostende, Verviers, Seraing en Jumet. Wordt deze maatregel algemeen gemaakt, dan zullen de drie jaren van de middelbare school gelijk worden met de 6^{de}, 5^{de} en 4^{de} jaren van de Grieksch-Latijnsche afdeeling der atheneums. Dienvolgens, zou het voldoende zijn de twee jaren hogere cursus, die in talrijke middelbare scholen reeds bestaan, te veranderen in 3^{de} en 2^{de} Grieksch-Latijnsche klas, en ze daarna te volledigen met de oprichting van de rhetorika. Naar gelang er plaatsen bij het onderwijzend personeel zouden open komen, zou van de nieuw benoemde leeraren niet meer het diploma van regentes geëischt worden, maar wel dit van doctor in de Wijsbegeerte en Letteren, in de Wetenschappen of in de Natuur- en Wiskundige Wetenschappen. De hervorming zou trapsgewijze geschieden, over een tijdperk van zes jaar, van af 1 October 1927, en zou tenminste op tien middelbare scholen moeten toegepast worden.

Eindelijk, het recht dat wij aan de gemeenten en aan de provinciën verleen, is in feite reeds erkend. Maar de machtiging door de wet blijkt ons onmisbaar om de atheneums en de lyceums voor meisjes onder opzicht van toelagen op dezelfde voet te kunnen plaatsen als de scholen voor jongens. Dit is overigens het logisch gevolg van de wettelijke organisatie van een hooger middelbaar onderwijs voor meisjes.

Ik houd er aan te wijzen op de verstandige en nuttige medewerking van Mejuffier Suzanne Tassier, doctor in de Wijsbegeerte en Letteren, bij het ontwerpen en opstellen van onderhavig wetsvoorstel.

ALBERT DEVÈZE.

4

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers.

Proposition de loi complétant les lois organiques de l'enseignement moyen en vue de la création d'un enseignement moyen du degré supérieur pour jeunes filles.

Wetsvoorstel houdende aanvulling van de wetten tot regeling van het Middelbaar Onderwijs met het oog op het tot stand brengen van een Middelbaar Onderwijs van den hooger grad voor meisjes.

ARTICLE PREMIER.

Un enseignement moyen du degré supérieur est organisé, pour les jeunes filles, par les soins et aux frais de l'État, par la création d'athénées.

Ces institutions sont soumises aux lois organiques du 1^{er} juin 1850, du 15 juin 1881, du 15 juin 1883, du 6 février 1887, du 10 août 1890 et du 3 juillet 1891.

ART. 2.

Le Ministre des Sciences et des Arts procédera, à partir du 1^{er} octobre 1927, à la transformation progressive d'au moins dix écoles moyennes de jeunes filles en athénées.

ART. 3.

Les Provinces et les Communes sont autorisées à créer des athénées pour filles.

La législation en vigueur relative aux subsides de l'État est applicable à ces institutions.

EERSTE ARTIKEL.

De Staat bezorgt en bekostigt de inrichting van een middelbaar onderwijs van den hooger grad, voor meisjes, door het tot stand brengen van atheneums.

Deze instellingen zijn onderworpen aan de organieke wetten van 1 Juni 1850, 15 Juni 1881, 15 Juni 1883, 6 Februari 1887, 10 Augustus 1890 en 3 Juli 1891.

ART. 2.

Van af 1 October 1927, gaat de Minister van Wetenschappen en Kunsten over tot het geleidelijk omvormen van ten minste tien middelbare scholen voor meisjes in atheneums.

ART. 3.

De provinciën en de gemeenten zijn gemachtigd atheneums voor meisjes tot stand te brengen.

De van kracht zijnde wetgeving omtrent de Staatstoelagen is op deze instellingen van toepassing.

ALBERT DEVÈZE.

PAUL HYMANS.

AD. BUYL.

P.-E. JANSON.

FERNAND COCQ.

ED. PECHER.